

<https://agoras2019.fr/spip.php?article315>



Israël / Gaza

- Actualités -

Publication date: mardi 25 mai 2021

Copyright © Régionale de Lorraine de l'APHG - Tous droits réservés

Le conflit israélo-palestinien est un sujet politiquement sensible et pédagogiquement délicat à traiter, mais il doit être abordé avec nos élèves de Terminale.

D'abord, tout simplement, parce qu'il est au programme : "Les conflits du Proche et du Moyen-Orient" font partie des objectifs du chapitre 4 ("La fin de la Seconde Guerre mondiale et les débuts d'un nouvel ordre mondial") et du chapitre 5 ("Une nouvelle donne géopolitique : bipolarisation et émergence du Tiers Monde") du thème 2 ("La multiplication des acteurs internationaux dans un monde bipolaire, 1945-1970"), la naissance de l'Etat d'Israël constituant même un Point de Passage et d'Ouverture du chapitre 4.

Il doit aussi être abordé parce que c'est un conflit qui a beaucoup de résonance dans un pays comme le nôtre qui possède à la fois la plus forte communauté juive et la plus forte communauté maghrébine d'Europe, un certain nombre de nos élèves pouvant donc s'identifier facilement à l'un des deux camps en présence.

Or, parce que la télévision - qu'ils regardent peu - ne joue pas de vrai rôle explicatif et qu'Internet - qu'ils fréquentent beaucoup - est l'espace de toutes les intoxications, ils se retrouvent très souvent démunis face à la guerre de communication que se livrent les acteurs du conflit.

En tant que citoyens présents (certains ont déjà 18 ans) et futurs, ils ont pourtant droit à un minimum d'informations sérieuses, ordonnées et distancées sur le sujet.

Qui mieux que le professeur d'histoire-géographie peut les leur fournir, s'il est honnête - ou s'il cherche à l'être en tout cas - s'il possède un minimum de connaissances à ce propos - sur un tel sujet, comme sur ceux de la Shoah ou de la colonisation, des savoirs solides sont quand même bien utiles, quoi qu'en pensent les promoteurs du nouveau Capes - et s'il a pour objectif de les conduire sur la voie d'une citoyenneté responsable dans laquelle, au-delà des inévitables divergences politiques qui seront les leurs devenus adultes, le sentiment d'appartenance à une même communauté nationale devra prédominer parmi eux.

Car au bout du compte, il est important de garder conscience que nous sommes tous Français. Et si l'abominable Jules Ferry qui créa l'école pour tous et qui instaura la liberté de la presse appartient désormais à une époque révolue ; nous, professeurs d'histoire-géographie, devons continuer à nous vouloir des acteurs clés de la formation des futurs citoyens, malgré les sarcasmes que les épigones de Suzanne Citron ne manqueront pas de proférer face à cette prétention.

Pour donner, en l'espace d'une heure, des éléments sérieux de compréhension sur les événements qui se déroulent actuellement au Proche-Orient, il est d'abord nécessaire, comme pour tout travail intellectuel un peu cohérent, de partir du sens des mots.

La mise au tableau, par groupes de deux, de mots de sens différents et leur définition orale, doivent permettre aux élèves d'entrer dans la complexité du conflit et de prendre ainsi petit à petit leur distance avec la charge émotionnelle attachée aux faits.

Ainsi, bien sûr, "Israélien" n'est pas synonyme de "juif" parce que tous les Israéliens ne sont pas juifs et que tous les juifs ne sont pas Israéliens. Il faut distinguer ici entre nationalité et sentiment d'appartenance - plus ou moins fort - à une tradition culturelle d'origine religieuse.

D'autre part, "juif" n'est pas synonyme de sioniste car si tous les sionistes sont juifs (plus quelques évangélistes

américains...), tous les juifs ne sont pas sionistes. Et parmi ces derniers, on trouve, comme dans chaque nationalisme, toute la gamme des sensibilités politiques, de la plus modérée à la plus radicale.

D'autre part encore, quoi que veulent faire reconnaître à toute force certains, antisionisme ne peut pas être synonyme d'antisémitisme. Si le sionisme est un projet politique - ce qu'il est assurément - tout un chacun - juifs compris - a le droit de ne pas être d'accord avec ce projet, sans devoir risquer, pour cela d'être accusé de racisme ; même s'il est également vrai que beaucoup d'antisémites se cachent derrière l'antisionisme. Au citoyen de faire preuve de vigilance à ce propos et de décoder par lui-même les discours qu'on lui tient !

Dans "l'autre camp", "arabe" n'est bien sûr pas synonyme de "Palestinien" car si tous les Palestiniens sont arabes, tous les arabes ne sont pas Palestiniens. Et on ne peut comprendre quelque chose à la complexité du conflit si on ne sait pas que les arabes égyptiens, jordaniens ou libanais ont leurs propres intérêts nationaux, distincts de ceux des arabes palestiniens...

"Palestinien" enfin n'est pas non plus synonyme de "musulman" puisque si la très grande majorité des Palestiniens sont musulmans, tous ne le sont pas. Et parmi ces derniers, on retrouve, comme chez les sionistes, toute la gamme des sensibilités politiques et religieuses, des plus modérées aux plus radicales.

Ces questions essentielles de vocabulaire épuisées, la deuxième partie de la séquence peut ensuite être employée à retracer succinctement l'histoire du conflit à travers des cartes, de la plus ancienne (la Palestine dans l'Empire romain) à la plus récente (la Palestine d'aujourd'hui) ; de la carte à la plus petite échelle (le Moyen-Orient en 1950) à la plus grande (la vieille ville de Jérusalem aujourd'hui).

Il ne s'agit pas ici de chercher à rendre compte exhaustivement du conflit, mais en s'appuyant sur le vocabulaire initialement précisé, de l'inscrire dans le temps des hommes et de montrer qu'il s'agit bien d'un conflit politique opposant autant "juifs" et "arabes" entre eux - ou plutôt certains "juifs" et certains "arabes" - que des courants politiques différents à l'intérieur de chaque camp ; pour simplifier : modéré et extrémiste, incarnés pour le premier par les partisans de la paix ; pour le second par les partisans de la guerre (de toute éternité).

L'exercice n'est pas facile à réussir mais il doit être tenté pour permettre aux élèves de prendre de la distance avec le conflit - car aucun d'entre eux n'est israélien ou palestinien - et de commencer à le "penser" par eux-mêmes.

On peut terminer la séquence en rappelant que la France, à travers tous ses présidents de la Vème République, a toujours défendu la solution à deux Etats, une solution que seuls aujourd'hui les Américains sont en mesure de pouvoir relancer.

Franck Schwab
Président de la Régionale de Lorraine de l'APHG
Membre du Conseil de Gestion de l'APHG